

Grève reconductible chez Parkeon à Besançon



Hier matin, une centaine de salariés tenaient le « piquet de grève » devant l'usine d'horodateurs. En cause, les rémunérations jugées trop basses. Mais aussi l'inquiétude sur la propriété capitaliste du groupe. Le mouvement doit continuer aujourd'hui. En Besançon Photo Arnaud CASTAGNÉ

La grève qui fera (horo)date

De mémoire de salariés, l'usine Parkeon (experte en horodateurs) n'avait jamais été bloquée par un mouvement social comme hier. Il devrait se poursuivre aujourd'hui. En cause, les salaires. Mais pas que.

Cliché ? Certes, mais... Parkeon qui tousse, c'est bel et bien un peu Besançon qui s'enrhume. L'entreprise de la ZAC La Fayette, en lisière de Planoise, est l'un des fleurons industriels de la capitale comtoise. Ses horodateurs de stationnement (la matérialisation la plus connue de son savoir-faire) sont très implantés. Dans les villes d'ici, et du bout du monde.

Parkeon est aussi l'une des entreprises les plus importantes de la ville en termes d'effectifs. Chiffres de décembre 2013, communiqués par la direction : 436 CDI (donc des emplois réputés stables), plus 44 contrats « précaires », dont des intérimaires. Ce qui la place à un niveau tout proche de Maty et Bourgeois Découpage.

Hier après trois débrayages depuis 2010 (plutôt bien suivis, mais comme leur nom l'indique, d'une durée très limitée, une heure en décembre dernier), la grève a eu des effets sur toute la journée. Entraînant un blocage du site. Rare désormais, dans le privé. Surtout depuis la crise économique née en 2008, qui a freiné les ardeurs revendicatives. Avec son cortège d'usines qui ferment et de salaires qui stagnent.



■ Pas de « piquet de grève » sans brasero. C'est la saison.

Photo Arnaud CASTAGNE

Selon la CFDT, l'un des trois syndicats implantés dans la société (avec la CFTC et la CGC), l'arrêt de travail a été suivi par le quart environ des effectifs. « Y compris chez les cadres, alors que ce n'est vraiment pas notre culture, et que notre catégorie est bien représentée sur ce site, de l'ordre d'un emploi sur trois », commente l'un d'eux.

Rencontre, mais échec

Pas d'accord, Jean-Pierre Todeschini, le directeur de l'usine. Lui évalue « à moins de 60 » le nombre de salariés en grève. Et déplore « des barricades de palettes » déployées devant l'entrée principale, hier après-midi, pour en entraver l'accès. Hier à midi, la présence devant cette entrée d'un groupe de grévistes (80, selon notre décompte) a contraint un camion de livraison à décharger plus loin sa cargaison.

Outre un sérieux motif d'inquiétude sur l'avenir, lié à la structure capitaliste de Parkeon (lire ci-contre), la raison du mécontentement est plus classiquement liée aux salaires. La direction propose une hausse de 1,5 %. Très insuffisante pour les syndicats, qui demandent le double. Et assurent que les résultats financiers du groupe Parkeon le permettent.

« Marre de devoir être toujours plus polyvalent, de toujours plus de stress, et de ne pas être payé en conséquence », lâche un salarié. À ses côtés, un « ancien » assure : « Depuis la construction de l'usine ici, en 1991, il n'y avait jamais eu un mouvement social de cette ampleur. » Dans l'après-midi, une rencontre entre direction et syndicalistes « n'a absolument rien donné », décrit Marc Zabo (CFDT).

En plus des 1,5 % à venir,

« on vient de distribuer, fin 2013, plus d'un million d'euros sous forme de prime d'intéressement », souligne Jean-Pierre Todeschini. « Pour un bas salaire, c'est l'équivalent d'un 13^e mois. C'est une façon, en tout cas, de partager. Comme nous le demandons nos interlocuteurs. Sans perdre de vue le maintien de l'emploi et le développement de l'entreprise. »

Cette prime « résulte d'un accord qui courait jusqu'à l'an dernier », poursuit Marc Zabo. « Le nouvel accord, que nous ne voulons pas signer, prévoit deux fois moins ! Quant à la hausse de 1,5 %, elle inclut la prime d'ancienneté, et correspond à 10 € bruts de plus par mois. »

Le stationnement des grévistes devant leur « boîte » devrait donc se prolonger ce matin. Prévoir de la monnaie dans l'horodateur.

Joël MAMET

Haute finance

Les fonds, c'est capital

À qui appartient Parkeon ? Bonne question. Mais personne ne vous remerciera de l'avoir posée. Car il faut une bonne dose d'abnégation pour s'y retrouver dans les méandres du capital du groupe, dont la moitié des effectifs travaillent à Besançon (le reste sur d'autres sites, en France et à l'étranger).

Au début, en 1924, c'était plus simple... Il y avait « Les Compteurs », une usine de compteurs à gaz installée à la place de l'actuelle chambre du commerce. Rebaptisée Schlumberger. Partie près de Planoise en 1991. Et rebaptisée Parkeon en 2003. Depuis cette date, ce sont des fonds financiers qui se succèdent à la tête du fleuron bisontin.

« Leur objectif, c'est acheter et revendre, pour en tirer le plus de profit. Le fonds qui a vendu Parkeon en 2007, au bout de 4 ans, a multiplié par neuf sa mise initiale ! », assure un syndicaliste de la CFDT.

Actuellement (depuis l'an dernier), le fonds, connu des seuls initiés, s'appelle ICG, et continue dans la technique dite du LBO, d'un sigle anglais qui peut être traduit par... « rachat d'entreprise par endettement ». La grande crainte des salariés de Parkeon, c'est de faire les frais d'une nouvelle opération spéculative autour d'une nouvelle revente.

J.M.